

En vieillissant j'apprécie de plus en plus la sagesse de la constitution britannique sous le régime de laquelle je suis né; sous le régime de laquelle mes cheveux ont blanchi—constitution qui a doté les diverses parties de l'empire de gouvernements libres et distincts. C'est avec orgueil que nous pouvons dire que le Canada est le pays le plus libre du monde. Nous pouvons nous flatter de pouvoir dire que tout homme, en Canada, jouit au plus haut degré d'une liberté pleine et entière, civile et religieuse. A ceux qui ne voient que la surface des choses, cette vérité n'est peut-être pas apparente; mais le fait que nous sommes une colonie n'en altère pas l'exactitude. L'infériorité qu'implique le mot "colonie" n'existe plus. Nous reconnaissons l'autorité de la Couronne britannique et nous n'en reconnaissons pas d'autre. Nous approchons du jour où notre Parlement canadien réclamera des droits égaux à ceux du Parlement britannique, et où les seuls liens qui nous unissent seront un même drapeau et une même couronne.

Ce jour prévu par sir Wilfrid Laurier n'est-il pas arrivé, s'il est vrai, comme on l'annonce, que dans la Ligue des nations, que l'on est en voie de former, le Canada sera directement représenté pour faire valoir ses droits, ou défendre ses intérêts comme une nation autonome?

Tout en s'efforçant de réaliser cet idéal qui est la formation d'une âme canadienne, sir Wilfrid prêcha l'évangile de la tolérance en inculquant dans le peuple un esprit de concorde et de compromis. Dans cette prédication il fut plusieurs fois péniblement désappointé. Lorsque l'agitation relative aux questions scolaire et de race devint dangereuse dans les provinces d'Ontario et de Québec, il fit connaître son intention d'élever la voix dans les Communes à l'appui d'une motion pressante, conseillant une solution amicale et fraternelle de la difficulté. Je fus chargé de l'informer qu'il y avait divergence de vues sur ce sujet dans son parti. J'ai conservé le souvenir de la tristesse qui se peignit sur son visage en recevant ce renseignement. Il se tint silencieux en regardant fixement et avec surprise. Puis, il prit un siège et écrivit quelques lignes adressées à son premier lieutenant, l'honorable M. Graham, et lui annonçant sa démission de ses fonctions de chef du parti libéral. Il était arrivé à la conclusion que son utilité avait cessé, et que son espoir le plus grand de créer un Canada uni et heureux n'était qu'un vain rêve. Mais je dois rendre ce témoignage à ses partisans de langue anglaise que ce fut seulement sur leur pressante intervention que sir Wilfrid continua à diriger son parti.

Depuis longtemps il aspirait au bonheur de vivre paisiblement en dehors des vicissitudes troublantes de la vie publique; mais il crut de son devoir de ne pas désér-

L'hon. M. DANDURAND.

ter son poste dans des circonstances critiques. Il a consacré une longue vie à la nation. L'histoire redira la part qu'il prit au développement du Canada et lui rendra pleine justice. Il a conduit notre pays vers ses destinées pendant quinze ans, et l'on peut se flatter avec assurance qu'il l'a quitté dans une condition plus prospère et plus heureuse que celle existante avant son régime. Ce fait est en grande partie admis par ses adversaires eux-mêmes. En effet, son gouvernement fut défait en 1911, parce qu'il voulait établir des relations commerciales plus libres avec les Etats-Unis, tandis que ses adversaires prétendaient que la prospérité du Canada était satisfaisante et que notre politique commerciale n'avait besoin d'aucun changement. Ses partisans déplorent, aujourd'hui, la perte de celui qui fut le meilleur des amis; ils déplorent la disparition d'un chef idéal et entraînant, et le pays, l'un de ses fils les plus précieux.

J'ai dans la main une lettre que j'ai reçue de l'honorable sénateur de la Colombie-Anglaise (l'honorable Hewitt Bostock), qui est devenu l'organe officiel du parti libéral dans le Sénat, et je crois de mon devoir de l'ajouter aux paroles que je viens de prononcer.

Cette lettre est ainsi conçue:

Je regrette beaucoup que la maladie de ma mère—qui est en Angleterre—m'oblige de quitter le Canada, aujourd'hui, pendant que tout le peuple canadien déplore la mort de sir Wilfrid Laurier qui, durant sa longue et laborieuse vie, a rendu à son pays des services égalant ceux rendus par les plus grands hommes qui l'ont précédé—services que l'avenir fera apprécier davantage et plus parfaitement qu'ils ne peuvent l'être à présent.

Dès son entrée dans la vie publique, lorsque la confédération des provinces canadiennes fut établie, il entreprit la tâche d'unir plus étroitement les intérêts du pays en un tout harmonieux. Ses manières gracieuses et son charme personnel le rendaient particulièrement aptes à occuper la position de chef pour laquelle il fut choisi par le parti libéral en 1887, lors de la retraite de l'honorable Edward Blake. En sa qualité de libéral de l'école de Burke, Bright, Cobden et Gladstone, il s'efforça, toute sa vie, de promouvoir et de soutenir les principes libéraux.

Sa mort fait subir au pays la perte d'un homme d'Etat possédant une grande expérience. Ceux capables de l'apprécier considéraient sir Wilfrid Laurier non seulement comme un grand homme d'Etat du Canada, mais aussi comme un homme d'Etat pouvant figurer dans la galerie des plus grands parlementaires de l'empire britannique, et comme un homme d'Etat ayant rendu de grands services, même en dehors du Canada par l'influence qu'il exerça sur ceux avec qui il devint en contact durant sa longue carrière.

Le pays, en déplorant cette mort si regrettable, offre ses plus sincères sympathies à lady Laurier pour la perte irréparable qu'elle éprouve, elle-même, aujourd'hui